

Xavier Raufer

**Éléments récents sur
Marseille et la "politique de la ville"**

Novembre 2013

© XR

I - Marseille et le crime organisé

Quand des dirigeants se révèlent incapables de maîtriser une situation, quelle qu'elle soit, ils tendent à sombrer dans la surenchère, le fantasme et la magie (noire). Marseille ne fait pas exception.

Pourtant, le diagnostic du cas marseillais est vite fait. Loin de l'usuelle criminalité des métropoles françaises, la criminalité phocéenne est celle d'une enclave napolitaine pré-mafieuse, où des politiciens clientélistes contrôlent leurs fiefs par nervis interposés.

Traduisons en bon français le "politiquement correct municipal" marseillais :

"Association de quartier" : bande délinquante, voire criminelle,

"Grand frère" : caïd,

"Politique de la ville" : pompe à fric vouée à financer les susdits.

Ainsi ni réelle Mafia à Marseille, ni besoin de l'armée pour rétablir l'ordre. Sur place et alentours, il faut juste un préfet, des magistrats, un commissaire de police et d'un colonel de gendarmerie avec carte blanche pour nettoyer, en bonne intelligence, de sordides écuries d'Augias. Ni tabous ; n'épargner personne : corrompus, amateurs de chair fraîche, ripoux - le fer dans la plaie. En n'oubliant bien sûr ni le Port, ni l'Olympique de Marseille...

Marseille : une radiographie criminelle

Encore un assassinat de voyou à Marseille – et comme d’usage, à l’aide d’une arme de guerre, un fusil d’assaut de type Kalachnikov. Le côté répétitif de tels règlements de comptes dans les Bouches-du Rhone impose de s’interroger sur le phénomène - donc à poser quelques questions fondamentales :

1 – A Marseille, est-ce la mafia qui est à l’œuvre ?

Non, pas du tout. Le milieu marseillais ressemble plutôt à un gâteau, avec deux couches superposées.

La couche la plus basse, la plus profondément enfouie, la plus ancienne aussi est celle du crime organisé italo-corso-marseillais. On en entend peu parler et depuis quelques temps, les arrestations s’y font rares. Connivences parfois haut placées, mansuétude médiatique locale : ces gangsters très dangereux savent se faire « respecter » et travailler en silence. Cette capacité d’esquive à la répression durera-t-elle toujours ? Non – et même, des surprises ne sont pas exclues. Mais même dans le cas de ce milieu italo-corso-marseillais, il ne s’agit pas d’une mafia, terme qui a un sens très précis, que voici.

Une mafia, c’est une « aristocratie criminelle », une société secrète plus qu’une bande, avec sa loi du silence, son code d’honneur, sa légende et sa capacité à se faire obéir sur « son » territoire.

En Europe, deux pays connaissent de vraies mafias : l’Italie (Cosa Nostra, Camorra, Ndrangheta, surtout) et l’Albanie. Il y a certes des règlements de comptes dans ce milieu, mais ils sont rares et plus « chirurgicaux ».

2 - Mais alors, à Marseille, qui tue ?

La couche supérieure du gâteau, ce sont des bandes de cités, lancées dans une lutte à mort pour conquérir ou défendre « leurs » territoires, sur lequel ils exigent le monopole du trafic des stupéfiants.

A l'origine, ce sont de petites bandes rassemblées au pieds des tours, le plus souvent composées de jeunes issus de l'immigration maghrébine – il suffit de voir les noms de la plupart des victimes des règlements de comptes. Au début des années 2000, certaines de ces bandes juvéniles se professionnalisent et passent au trafic de drogue, cannabis surtout, à grande échelle. Ayant conquis un territoire, il leur faut ensuite le défendre – désormais, armes de guerre à la main.

3 – Cette évolution est-elle surprenante ?

Au contraire elle a été annoncée et prévue. J'ai écrit dès juin 2007 une longue étude dans les Cahiers de l'INHES (Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité, Ministère de l'Intérieur) intitulée « Des bandes délinquantes juvéniles au crime organisé violent », qui débutait ainsi : « Le crime organisé violent a atteint aujourd'hui un seuil très inquiétant où se lient vol à main armée et drogue. La clé du processus criminel se trouve dans le 'braquage', qui structure le milieu à partir de la jeunesse. Dès 10 ans, les jeunes sont embarqués dans les vols à main armée et fournissent ainsi une armée de réserve au crime. Composé de jeunes de toutes origines, vivant dans les cités, issus massivement de la seconde et troisième génération des flux migratoires venus des anciennes colonies africaines et nord-africaines, ce milieu primo-criminel prolifère et développe une dynamique de séduction à partir de ses « succès économiques ».

4 – Que faire pour ramener le calme à Marseille ?

En tout cas, pas ce qui a été récemment annoncé, et qui défie le bon sens. Alors que péniblement, parmi d'immenses difficultés, les Etats-Unis renoncent à leurs guerres métaphysiques (« Guerre à la terreur »... Guerre à la drogue ») pour cause d'échec complet, voici qu'on nous annonce à Marseille une « guerre aux Kalachnikov », qui n'a pas plus de chance de réussir.

Une seule voie permettra de pacifier Marseille : celle du renseignement criminel, qui seul donne une connaissance intime et prédictive des bandes dangereuses. Connaissance qui à son tour permet les embuscades, donc les flagrants délits : capturer les gangsters lors de grosses livraisons de drogue, ou lorsqu'ils ont les

armes en main. Et non pas de se borner à compter sur le terrain les cadavres criblés de balles, comme on le fait encore trop souvent.

Marseille - plus ça change et plus c'est la même chose

Quoi de neuf à Marseille ? Rien. Les bandits s'y conduisent en bandits - que la ville soit ou non "capitale européenne de la culture" ne leur fait ni chaud ni froid. Car l'essence de la vie dans l'illicite est darwinienne : "*survival of the fittest*". Chez les malfaiteurs réside ainsi une sagesse instinctive qui les conduit à éviter un appareil répressif qu'ils savent puissant, mais vacillant, dépourvu de persistance ou d'acharnement.

D'où, un momentané silence-radio lorsque les autorités tonnent et qu'il y a du "bleu" dans les rues. Après, dès le terrain libre, quand les médias parlent d'autre chose et que le bon peuple est sorti de l'émotion, tout recommence joyeusement comme avant. Toute la Sicile connaît le proverbe mafieux "Courbe-toi jonc, la crue passe". Eh bien, c'est pareil à Marseille : la crue passée, le jonc relève la tête.

Et les assassinats recommencent.

Mais pourquoi les bandits s'entretuent-ils ? Là encore, l'ethnologie criminelle nous renseigne : en marge de la loi, les malfaiteurs n'ont pas accès au système juridique des honnêtes gens. Un bandit ne peut adresser un blâme à un "collègue", ni lui infliger une contravention, ni l'envoyer en prison. En cas de problème mineur, il peut casser la figure du gêneur. Si c'est grave, il le tue ou le fait tuer.

Ainsi, ce n'est pas par plaisir, ou pour figurer dans le livre des records, que les bandits s'entretuent, mais par nécessité territoriale. Le territoire est la source de tout *business* illicite et quiconque empiète sur le fief d'un gang est bon pour l'hôpital ou pour la morgue.

Mais les homicides ne sont pas LE problème de Marseille - c'en est juste un (fort visible) symptôme. Le vrai problème de Marseille, c'est une babylonienne corruption politique et même, administrative.

D'abord, une mairie un peu larguée entre dénégation puérile du réel - "Marseille n'est pas Chicago" - et tentatives d'apaiser les bandits par travail social interposé.

Mais surtout, une "politique de la ville" vite devenue un système "à la napolitaine" de contrôle des quartiers chauds - et des votes qui en émanent - par des nervis subventionnés ... sur les crédits, justement, de la politique de la ville. Oh, les motifs sont nobles : "lutte contre les discriminations"... "antiracisme"... "diversité"... et autres bienséantes fariboles à la mode. Mais dans la réalité ? Écoutons un des caïds en cause, Abderrazak Z. parler de la députée de la république en charge de la Politique de la Ville au Conseil général : "J'ai trouvé une dinde pour nous subventionner" (*Libération*, 11 mars 2013). Et qu'arrive-t-il à qui tient tête au caïd ? "Je n'étais pas content mais il a écarté sa veste. Il m'a montré qu'il était armé. Je me suis calmé". (*idem*).

Et celui qui ne se calme pas ? On passe alors au stade kalachnikov.

Voilà la réalité de la "politique de la ville" à Marseille, en 2013. Elle est devenue une sorte de terreau fertile pour le milieu : "Dans les quartiers, si tu veux avoir un minibus, un scooter et de l'argent, tu montes une association" (*idem*). De l'argent - et pas qu'un peu. Toujours *Libé* : "Des associations fictives recevaient des subventions... Plus de 800 000 euros en trois ans". De quoi attendre confortablement une grosse livraison de haschisch, ou qu'un fourgon de transports de fonds passe dans votre ligne de mire...

Telles sont les écuries d'Augias marseillaises en cette fin d'hiver 2013. Ajoutons-y une police gangrenée par la corruption Car de longue date, ce mal ronge l'appareil policier régional. Et pas les seuls sous-fifres de la BAC nord : pourquoi, accusent en effet les magistrats locaux, n'y a-t-il pas eu à Marseille une réelle grosse saisie de cocaïne depuis trois ans ? Par quel miracle de gros voyous - quatre selon nos sources, en 2012 - ont-ils pu "s'arracher" à l'aube de leur cachette, les policiers investissant peu après une planque tout juste désertée, pour n'y palper qu'un lit encore chaud ? Un officier de base peut-il "arranger" de telles manigances ?

Un tel cloaque ne peut se nettoyer avec une compagnie de CRS en plus, ou même deux. Il faut à Marseille un véritable appareil de renseignement criminel. Il faut pouvoir disposer pour toute l'aire marseillaise d'un diagnostic précis : qui sont les voyous ? Que font-ils ? Où sont ils ?

La suite est simple et le travail policier classique y suffit amplement. En matière de sécurité publique, la métaphore militaire est rarement pertinente - les deux univers ont peu à voir. Mais songeons ici néanmoins pour conclure à la célèbre formule de Napoléon "La guerre est un art simple et tout d'exécution". Un diagnostic, un plan. Sa réalisation implacable - quel que soit le niveau. A la fin, Marseille, certes "culturelle", mais surtout, pacifiée.

Marseille : crime et grand n'importe quoi

Résumons : des bandes de cités passées au crime organisé, soutenues par un *fan club* de « sociologues » présentant immuablement ces gangsters comme « des victimes de l'exclusion et du racisme » ; une municipalité aveugle à la gravité de la menace (« Marseille n'est pas Chicago ! ») ; enfin, des policiers et magistrats coupés du milieu criminel local, comptant les cadavres et réagissant ensuite tant bien que mal. Voici maintenant la phase du traitement : quatre questions sur l'efficace et l'inefficace en matière de lutte anti-crime.

1 – Faut-il « envoyer l'armée » à Marseille ?

Pour être gentil, cette lubie locale relève de l'affolement ; plus sévèrement, du *showbiz*. Nulle part ni jamais, une armée n'est efficace contre des criminels noyés dans une population complice (l'économie souterraine) ou apeurée (la loi du silence). Il ne s'agit pas ici de la bataille d'Alger, mais de neutraliser de fort classiques bandes criminelles, face auxquelles une police vite et bien informée est efficace. Et qu'elle le soit est un problème politique, de gouvernement, puis qu'en France la police est nationale.

2 - Et le « Comité interministériel » de M. Ayrault ?

La composition même du comité sent le spectacle. De façon ennuyeuse, la réalité marseillaise est incomprise par le gouvernement, qui réagit comme il le peut, en faisant de la com'.

Avant d'engager ces conciliabules, le premier ministre et ses conseillers devraient se poser une question fondamentale, que voici. Et si, à Marseille et alentours, les tueries à l'arme de guerre n'étaient pas le mal lui-même, mais le seul symptôme d'un drame plus profond ? Car, dans la région PACA, pourquoi cette paralysie de la police et de la justice face au banditisme ? En privé, des magistrats régionaux s'inquiètent : pourquoi n'y a-t-il plus de grosse saisie de cocaïne en PACA, depuis deux ans ? Pourquoi, quand on veut arrêter de gros truands, des opérations secrètes de la police échouent-elles trop souvent ? Pourquoi des policiers font-ils

irruption à l'aube dans des logis vides, pour n'y trouver qu'un lit encore chaud ? Répondre à ces dramatiques questions, c'est régler l'affaire au fond - plutôt que de s'obnubiler sur les Kalachnikov, simples objets en eux même inoffensifs, si nul bandit n'en use.

3 – Que devrait faire le gouvernement en matière de lutte contre les bandes criminelles ?

Ce que les services spéciaux et la police française font fort bien avec les islamistes : du renseignement ciblé. Or notre police ne fait pas de renseignement criminel. Pour des raisons troubles, son ancien chef a toujours refusé d'engager la DCRI dans le renseignement criminel opérationnel. Le ministre de l'Intérieur et le nouveau chef de la DCRI devraient d'urgence agir en ce sens. Quand on saura, précisément et assez tôt, ce que prépare le milieu (ici, marseillais) ; quand on découvrira qui le protège et qui l'informe - ce qui est plus crucial encore - le problème sera bientôt résolu. Il faut commencer par le renseignement criminel. C'est décisif car comme le disait Platon : « Le commencement est la moitié du tout ».

4 – Et qu'a fait jusqu'à présent le gouvernement ?

On va de l'affligeant au catastrophique. Mme Taubira a clamé à sons de trompe qu'elle allait vider les prisons - imaginez le sentiment d'impunité - d'invincibilité même - qui enivre dès lors de jeunes brutes pas toujours très subtiles.

Mais il y a pire encore. En août, Mme Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, annule brutalement la création d'une nouvelle section de criminologie au Conseil National des Universités - ce alors qu'une vraie vague criminelle déferle sur la France. Ce consternant *diktat* rappelle les excès de 1794 « La République n'a pas besoin de savants ». Une ministre de la recherche décidant à la soviétique de ce qui est scientifique ou pas. L'irénisme et le lyssenkisme comme les deux mamelles sécuritaires du gouvernement. Le comité interministériel de M. Ayrault devrait être plutôt pittoresque...

Gouvernement, crime et réalités marseillaises

Le jeudi 6 septembre, un comité interministériel consacré à Marseille réunit pas moins de dix-huit ministres. Il confirme tout d'abord une triste réalité, cent fois soulignée par l'auteur : les autorités ne savent presque rien du banditisme ravageant l'agglomération marseillaise. Aujourd'hui encore, autruches et autistes tapent à l'aveuglette sur un milieu criminel marseillais dont ils ignorent l'essentiel.

Qu'en effet, le ministère de l'Intérieur songe à « créer, au sein de la police judiciaire [marseillaise], un groupe opérationnel dédié au renseignement et à l'analyse criminelle » signifie qu'aujourd'hui encore, dans une ville où 20 bandits ont été trucidés depuis janvier dernier, on suive mal, on analyse peu, le phénomène criminel.

A Marseille, constate l'Intérieur, le Sdig (Service départemental d'information générale, ex-renseignements généraux) compte 9 policiers actifs « sur la problématique des cités... et sur le recueil du renseignement opérationnel ». 9, soit 4 au travail - pour une ville trois fois plus vaste que Paris, où ce renseignement mobilise 70 personnes...

Et les règlements de comptes entre malfrats ? Désormais, ils seront « regroupés au sein de la juridiction interrégionale spécialisée », apprend-on lors du comité - et là, on réalise qu'avant, la répression des assassinats commis à Marseille s'opérait dans la pagaille - voire au petit bonheur.

Deuxième résultat du comité interministériel : la stratégie choisie pour lutter contre les trafics, l'économie souterraine, les règlements de comptes, est clairement criminologique. Cette lutte sera conduite par un préfet de police et non au titre du combat contre l'exclusion ou pour l'égalité des chances, ou autres concepts bienséants.

Désormais, le ministère de l'Intérieur parle clair : « enjeux criminels », « captation des avoirs criminels », « réseaux mafieux », « démanteler la criminalité organisée ». Finis les tournois de basket avec « de jeunes victimes de l'exclusion et du

racisme » : un abandon remarqué - et bienvenu - de la « culture de l'excuse » par un ministère socialiste.

Et un lourd désaveu pour des « sociologues » d'extrême-gauche fascinés par les criminels. De fait, rappelons ici que l'explosion criminelle marseillaise ne relève pas de la génération spontanée, mais que sa phase sanglante débute précisément au printemps 2010.

Coïncidence ? A Marseille, se tient les 6 et 7 mai 2010 une incroyable grand-messe de la « culture de l'excuse » (soutenue par le maire, M. Gaudin), sur le thème « l'intervention sociale à l'épreuve des trafics de drogue ». On y entend ceci : dans la France postcoloniale, la misère et le racisme condamnent « les jeunes » à trafiquer. Seule, cette aimable « économie de la débrouille » fait survivre d'émouvantes « mamans-des-cités ». Dans ce colloque, une étrange ethnologue belge affirme que le trafic de drogue donne estime de soi et « compétences » à « ses bouts-de-choux » (des *dealers* désormais équipés d'armes de guerre...).

D'autres sociologues qualifient les exactions commises par ces bandits [*nous citons*] d'« embrouilles » (les guerre de cités) et de « débrouille » (*deal*, vol ou racket). Des crimes ? Non: selon ces « sociologues », ces « performances viriles et transgressives » visent juste à faire briller ces « jeunes » dans leur « espace de réputations », aux dépens de « cibles par défaut qui maîtrisent moins les stratégies de mobilité » (invalides, femme enceintes, écoliers...).

Or désormais, cette affligeante « culture de l'excuse » semble abandonnée au ministère de l'Intérieur, un progrès et un gage de réalisme pour l'avenir. Reste que bien sûr, cette « culture » sévit encore au ministère de la Justice et qu'à terme, il faudra que le gouvernement choisisse entre exonérer les criminels ou les combattre.

Finalement, les propositions sociales du comité. Disons le d'emblée : elles enchanteront tout humaniste sincère.

Car il est bien sûr positif qu'on mette plus tôt à la maternelle des enfants s'exprimant ensuite en français châtié grâce à un soutien scolaire renforcé ; que

l'Université d'Aix-Marseille accède au *top 100* du classement de Shanghai et que les amateurs d'opéra du centre de Marseille soient aussi bien desservis que ceux des faubourgs. Cependant, quitte à assombrir un instant 18 ministres-visionnaires, le criminologue doit ici rappeler quelques basiques réalités sur le monde des bandits :

- Certes jeunes, les usagers des kalach' et auteurs de « barbecues » ont quand même dépassé l'âge de la maternelle,
- S'imprégner des lois de Vaugelas ou des finesses du *Bescherelle* ne semble pas leur urgente ambition (« Cause-moi meilleur, tarba »),
- Qu'on classe des universités à Shanghai intègre rarement leur *umwelt* [monde ambiant, pour les non-sémiologues],
- Enfin, ce qui est triste, l'opéra les séduit moins que « Nique Ta Mère ».

Mais bon : un préfet de police, une conscience nouvelle des réalités criminelles... Un énarque dirait « résultats contrastés ». En français courant : l'exercice marseillais aurait pu être pire.

II - Inapte et ruineuse, la "politique de la ville"

"L'éléphant dans la pièce" : cette expression américaine exprime bien ce qu'est, depuis quarante ans, la "politique de la ville" dans la vie publique française : un monstrueux dispositif, ruineux et tragiquement inefficace - la bureaucratie au stade suprême de l'ineptie. Mais de ce fait même, indicible, inexprimable - car attentatoire à toutes ou presque des lubies idéologiques de gauche, depuis la fin des guerres coloniales.

Or, dans longue histoire de l'administration française, il doit être impossible de trouver un pire échec : les ghettos métastasent au rythme où cette "politique" prétend les prévenir ou les résorber ; la criminalité explose là où elle sévit, malgré ses fantasmes et pieuses âneries sur le "vivre ensemble" et la "diversité".

Et les milliards arrosent ces "quartiers sensibles" comme de l'eau versée dans un trou. Rituellement, la Cour des comptes dénonce l'opacité, l'absence de contrôles, le racket !

Nous aimerions caricaturer - manier la galéjade, comme l'on dit à Marseille.

Hélas ! le réel est pire encore.

Lire ce qui suit suffit à s'en convaincre.

Violences urbaines : questions sur le vrai et le faux

En matière de sécurité et de criminalité, on ne raisonne pas juste sur des figures fausses. Il est donc crucial de justement poser le diagnostic, loin des fumées de l'idéologie ou du sentimentalisme : nulle politique n'étant efficace si elle part de concepts erronés.

1 • Des « misérables », vraiment ?

Les jeunes malfaiteurs des cités chaudes sont-ils des « Damnés de la terre » ou à l'inverse de simples criminels ? Observons le terrain réel. Dans les « quartiers sensibles » (ils sont environ 700 en France métropolitaine) sévissent des malfaiteurs hyperactifs. A Paris et dans la « petite couronne », la préfecture de police en compte 19 000, ayant tous commis au moins 50 infractions - vols avec violence, outrages à dépositaire de l'autorité, trafics de stupéfiants, etc.

S'agit-il de simples « paumés », "cabossés par la vie" ? Non : selon la Préfecture, ces professionnels du crime utilisent, « d'innombrables pseudos, vivent sous de fausses identités et n'habitent jamais à l'adresse indiquée sur leurs papiers ». La plupart de ces multirécidivistes devraient être incarcérés - mais ils sont libres, car la France accumule environ 80 000 peines de prison *exécutoires*, dont 7 000 de plus d'un an, non exécutées. Libres quoique déjà condamnés, ces bandits poursuivent paisiblement leur *business* criminel après un simple déménagement.

2 • Faut-il larmoyer sur les « quartiers sensibles »

Sur les fameux « quartiers chauds », nombre de journalistes et politiciens véhiculent un hugolien misérabilisme. Rappel de la litanie : dans des « quartiers pauvres » et « territoires de relégation », croupirait une « jeunesse abandonnée et méprisée »... « moins dangereuse qu'en danger », damnés de la terre condamnés à « une vie de galère », ne quêtant au fond qu'« un peu d'attention et de reconnaissance ». Or confronté aux faits, ce catéchisme a pour majeure caractéristique d'être absolument faux.

• *Misère (expliquant la révolte et la violence)* : FAUX ! Selon l'Insee, la Seine Saint-Denis est le 15^e département le plus riche de France - ce, sans compter sa florissante économie souterraine. Ajoutons-y les milliards de la drogue : le « Neuf-Trois » est l'un des départements les plus riches de France.

Au fait, quels sont les départements les plus pauvres ? L'Ariège (91^e), le Cantal (92^e) et la Creuse (96^e). 1/3 des départements ruraux de métropole connaît un taux de pauvreté réelle de 19% - plus élevé que dans le « Neuf-Trois », et sans trafics illicites compensatoires. En outre, souligne le géographe Christophe Giulluy « 85% des ménages pauvres ne vivent pas dans les quartiers sensibles ... la majorité des chômeurs de longue durée se répartit sur l'ensemble du territoire ».

Mais cependant : où brûlent les voitures ? Où tire-t-on à la Kalachnikov sur les policiers ? Dans la Creuse ou en Seine-Saint-Denis ?

• *Les pauvres sont « assignés à résidence », dans de lointains territoires de relégation* : FAUX ! A l'échelle du Bassin parisien entier, la Seine Saint-Denis est dans une position centrale, non pas dans une lointaine bordure : dans les « Zones urbaines sensibles » (ZUS) du Neuf-trois, comme dans toutes celles d'Ile-de-France, la mobilité de la population *est la plus élevée du pays* (Taux de mobilité de 61%, selon l'observatoire national des ZUS).

• *Les quartiers sensibles représentent la jeunesse, la France rurale n'étant plus peuplée que de paysans âgés* : FAUX ! Ces quartiers ne rassemblent que 9% de la jeunesse (L'Insee, toujours), la France périphérique au contraire (grande banlieue, villes-satellites des métropoles) abrite un jeune sur trois de 18-24 ans, avec une criminalité infime.

Enfin, l'espace rural (18% de la population métropolitaine, 11 millions d'habitants) compte désormais 32% d'ouvriers, 27% d'employés - seulement 7% d'agriculteur - sans que nulles exactions ne s'y commettent, ou presque.

Grenoble : la légende du « Ghetto »

Après l'Assemblée nationale, le Sénat a adopté la loi Loppsi 2, consacrée à divers amendements sécuritaires. Une loi durcie, disent les médias, « après les événements de Grenoble ». La formule étant (à dessein ?) un peu floue, revenons sur cette fameuse affaire de Grenoble, sa réalité et son sens profond.

En juillet dernier, fuyant la scène d'un braquage commis dans un casino, le malfaiteur récidiviste Karim Boudouda ouvre le feu à balles réelles, avec une arme de guerre, sur des policiers.

En état de légitime défense, ceux-ci l'abattent alors qu'il se réfugie dans son fief, un quartier de Grenoble nommé « La Villeneuve ». La mort de Boudouda déclenche des émeutes - non des habitants du cru terrifiés et terrés à domicile, mais de groupes armés, qui multiplient les saccages et tirent (encore) sur les policiers venus rétablir l'ordre.

Or l'histoire même de La Villeneuve, devenu le fief de dangereuses bandes de narcotrafiquants, n'est pas anodine, puisqu'elle résume à elle seule l'histoire de la « culture de l'excuse », dans sa dimension urbanistique et architecturale.

Disons clairement ce sur quoi la presse-bobo a délicatement glissé : le quartier de la Villeneuve est un projet gauchiste, développé à Grenoble après mai 1968, par des urbanistes de sensibilité maoïste ayant séduit la fort progressiste municipalité grenobloise d'alors. « Une expérience urbaine pensée par des architectes militants » dit *Le Parisien* ; en fait, une utopie imaginée par les bébés-Mao de Le Corbusier.

Le quartier a été édifié, ajoute *Le Monde*, « avec le volonté de favoriser la communauté de vie et la mixité sociale ». Il connaît alors, nous sommes vers 1972, un « véritable engouement... ingénieurs, universitaires et professeurs se pressant... » pour s'y installer et partager le beau rêve.

Seulement voilà : au fil des années, le prétendu « quartier modèle », un immense puzzle de béton, a mal tourné : chômage énorme, précarité, gangs de trafiquants

enracinés - à La Villeneuve et dans ses environs, les règlements de compte entre bandits ont provoqué 20 homicides de 2008 à 2010.

Epouvantés, les bobos ont alors filé en douce vers des espaces urbains plus cléments - sans piper mot bien sûr du rêve devenu cauchemar, du paradis ayant tourné au « ghetto ».

Le ghetto expliquant bien sûr - culture de l'excuse *dixit* - que de malheureuses victimes de l'exclusion comme Boudouda, modernes émules de Jean Valjean, aient pris la Kalach' pour s'assurer de quoi ne pas mourir de faim.

Mais au fait, la Villeneuve est elle vraiment un ghetto délaissé ? « Socialement, pas du tout, dit le maire (socialiste) de Grenoble. C'est « un quartier récent, bien équipé en structures publiques, crèches, écoles, collèges et centres sociaux. Les programmes de réhabilitation sont constants ». Même son de cloche du *Parisien* : « Rien n'y manque... Commerces, équipements sociaux et sportifs... marché quotidien ». Pour le *Monde*, ce quartier est : « L'un des mieux dotés de la ville en matière d'aides à l'insertion... centres sociaux... guichet d'aide aux démarches administratives, etc. ».

La Villeneuve, (15 000 habitants environ), s'étend sur 167 hectares, dont 66 d'espaces verts. On y trouve 2 piscines, 4 gymnases, 1 patinoire, 8 « équipements culturels », 3 collèges, 6 écoles primaires, 5 établissements de formation professionnelle supérieure - on est loin de Calcutta.

Maintenant, posons la question qui fâche : quelle ville rurale comparable, dans la Creuse ou dans le Cantal, bénéficie d'un tel luxe d'équipements et de guichets - seulement même de la moitié ? Aucune. Cependant, on ne constate dans ces villes rurales pauvres qu'une délinquance faible - et une criminalité moindre encore.

Jusqu'à quand nous serinera-t-on la complainte misérabiliste des damnés de la terre croupissant dans des ghettos ? Car elle est clairement fausse - même de bienséants médias doivent désormais le reconnaître.

Abolir et repenser l'inepte « politique de la ville »

Alors que s'ouvre une période électorale propice aux grands échanges politiques nationaux, il est temps de remettre à plat, repenser et recréer la ruineuse, la catastrophique, l'inepte « politique de la ville ».

Il faut le faire maintenant, parce que la « culture de l'excuse », idéologie qui présida à son élaboration, agonise tout comme l'extrémisme révolutionnaire dont elle est n'est que le pseudopode. Une extrême-gauche gâteuse, vouée à radoter, sans y rien changer, ce qu'elle racontait déjà au siècle passé - tel ce juge parlant, en juin 2011, du « discours populiste... qui suscite l'insécurité autant qu'il veut l'éloigner. Il réveille l'angoisse tout en voulant l'apaiser. Comme il y a une composante imaginaire forte dans l'insécurité, il n'y parvient jamais. La répression et la peur s'autoalimentent sans cesse ». Précisément les propos, au mot près, de l'ouvrage fondateur de la culture de l'excuse (« Imaginaires de l'insécurité », Méridiens, 1983) : vingt-huit ans d'autisme, sans rien oublier ni apprendre.

Il faut repenser la « politique de la ville » car des socialistes y sont prêts, telle Ségolène Royal affirmant au *Monde* (7/06/2011) « moi présidente de la République, je n'accepterai aucune zone de non-droit », or bien sûr, ces zones résultent de l'échec de cette « politique ». Ou tel ce député socialiste du Lot (présidant la commission des finances de l'Assemblée nationale) qui, en avril 2011, colle deux gifles à une racaille qui le narguait dans sa ville - et assume !

Il faut repenser la « politique de la ville » car même *Libération* s'en gausse en décrivant cruellement (14/02/2011) ses actions comme un « millefeuille de mesures qui viennent se superposer les unes aux autres » et qui « mettent beaucoup de temps à produire leurs effets, lorsqu'elles en produisent ».

Il faut repenser la « politique de la ville », car les français l'exigent sur tous les tons, notamment en matière de récidive - et bien sûr, les pépinières à récidivistes se trouvent là où la « politique de la ville » a échoué : 70% des français jugent ainsi la justice trop indulgente avec les récidivistes - dont 66% de sondés de gauche et 76% de moins de 30 ans !

Il faut repenser la politique de la ville car en France, les violences aux personnes augmentent toujours (+ 3% de mai 2010 à juin 2011) violences de masse (472 000 cas en un an), plus ces vols avec violence eux aussi en croissance, commis sur des territoires où la « politique de la ville » aurait dû faire régner la concorde alors que le contraire s'y est produit.

Il faut repenser la « politique de la ville » car ses pratiques, naguère naïves ou futiles, ont désormais souvent l'effet pervers d'aider les malfaiteurs juvéniles. On se souvient sans doute de Bilal, 20 ans, qu'un matin d'avril dernier (à Villepinte, 93), un gang agenouille devant sa famille au milieu du salon puis abat de deux balles en pleine tête. Or Bilal (*Le Parisien*, 11/04/2011), rentrait « d'un séjour au ski organisé par une association de quartier » - pratique typique de la « politique de la ville ».

Il faut repenser la « politique de la ville », puisqu'à la fois, elle est ruineuse et inutile en matière criminelle. Sur l'un de ses champs d'expérience favoris, la Seine Saint-Denis, on compte ainsi (de mars 2010 à mars 2011) 369 vols à main armée, soit un par jour week-end compris, alors que cette politique a pour seul objet de resocialiser les habitants des « quartiers sensibles » en améliorant leur habitat, leur accès à l'emploi et aux prestations sociales.

Il faut repenser la politique de la ville car sur ses territoires, l'économie souterraine règne désormais si bien que, quand la police - En Seine Saint-Denis, vous aviez deviné - réussit plusieurs opérations anti-drogue, les impayés des loyers des cités en cause explosent de + 40% (*Le Figaro*, 19/07/2011), preuve que les occupants desdits logements ne vivent que de la drogue.

Il faut repenser la « politique de la ville », car « la rénovation urbaine change le visage des quartiers ... mais les destructions de barres ou de tours déplacent le problème, voire en créent de nouveaux alentours », ce que l'administration qualifie aimablement de « transferts de difficultés ». Soyons clairs : la « politique de la ville » répand massivement l'épidémie même qu'elle doit par vocation résorber. Une « politique » par ailleurs « pharaonique - « 300 villes concernées par ces immenses chantiers dit *Le Monde* (31/07/2011)... 138 000 logements démolis, 132000

reconstruits » menée par dizaines de milliards d'euros - d'ailleurs dans une sidérante opacité.

Il faut repenser la « politique de la ville », car désormais, la criminalité s'accroît encore là même où elle aurait dû la calmer : les kidnappings criminels s'y multiplient ; on y attaque des commissariats ; des structures type parkings y sont contrôlés par criminels ; la police doit y « battre en retraite » devant des meutes criminelles déchaînées.

Prochaine étape dit Stéphane Gatignon, maire de Sevran (93) qui n'est pas exactement un hystérique sécuritaire, tomberont sous la coupe des criminels « des entreprises qui répondent aux marchés publics, y compris dans le BTP, des sociétés de nettoyage ou de sécurité privée. A ce moment là, ils pourront être tentés par l'influence politique locale en considérant que pour obtenir des marchés publics, il faut avoir des élus dans son jeu... (*Le Monde*, 12/04/2011).

Il faut repenser la « politique de la ville », car elle était censée résorber (du moins en partie) le chômage juvénile et qu'aujourd'hui, dans la cité de l'Arlequin (à la Villeneuve, à Grenoble), où « les enquêteurs se heurtent à une sorte d'omerta... 70% des jeunes actifs de moins de 25 ans sont chômeurs » (*Le Monde*, 16/07/2011).

Il faut repenser la « politique de la ville », car la prolonger provoquera fatalement un enracinement criminel, puis de ces « effondrements urbanistiques » déjà décrits aux Etats-Unis (« Camden, cité en faillite et livrée au crime », *Le Figaro*, 1/02/2011).

Il faut abolir et repenser la « politique de la ville ».